



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 2128

Texte de la question

## POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe UMP.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Premier ministre, l'Europe traverse la plus grave crise de son histoire. Aujourd'hui, les faits sont là : nos concitoyens ont été trompés. (*Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Où est le fameux plan B de M. Fabius ? (" Où ? " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Qu'y a-t-il de salubre dans cette crise qu'il avait appelée de ses vœux ? Où est passée l'Europe politique et sociale aujourd'hui en panne ? Où est la solidarité budgétaire ?

M. Jacques Desallangre. Soyez beaux joueurs ! Soyez bons perdants !

M. Pierre Lequiller. Cette tromperie sert les intérêts de M. Blair, qui défend son chèque, sa vision d'une Europe supermarché et atlantiste, et conteste la politique agricole commune.

M. Jacques Desallangre. Reconnaissez-le : vous avez perdu !

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Premier ministre, comment sortir l'Union de cette crise après le sommet de Bruxelles où le Président de la République a défendu avec vigueur les intérêts de la France et une conception solidaire de l'Europe ? (*Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

La politique agricole commune, pilier fondateur de l'Europe, fait de l'Union la première puissance agricole de la planète, devant les États-Unis. Elle préserve nos terroirs et offre aux consommateurs les produits les plus sûrs au monde. Avec l'industrie agroalimentaire, elle représente le deuxième secteur d'emploi en France.

Monsieur le Premier ministre, comment convaincre nos partenaires de la nécessité de préserver, conformément aux accords de Bruxelles d'octobre 2002, cette politique agricole essentielle pour l'Europe comme pour la France ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, il y a quarante ans, l'Europe et la France étaient importateurs nets de produits alimentaires. Aujourd'hui, la politique agricole commune garantit notre indépendance et notre sécurité alimentaires, et participe au développement harmonieux de notre territoire.

M. Jean-Marie Le Guen. Et au chômage !

M. le Premier ministre. La vérité, c'est que la politique agricole commune est un atout majeur pour l'Europe et pour la France.

C'est d'abord un atout économique : il suffit de voir comment, à grand renfort de subventions, les États-Unis soutiennent leur agriculture. Voulons-nous véritablement céder notre place de champion du monde des exportateurs de produits alimentaires ?

M. Jean-Marie Le Guen. C'est le retour de Guignol !

M. le Premier ministre. Nous avons l'esprit sportif, comme nos amis britanniques, mais nous n'avons pas vocation à brader nos médailles d'or à tous les coins de rue. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

C'est également un atout pour l'emploi. Vous l'avez rappelé, monsieur le député, l'agriculture et la filière agroalimentaire représentent 2,5 millions d'emplois dans notre pays, soit 10 % des emplois.

C'est également un atout pour notre identité. Que l'on regarde nos paysages, nos campagnes ou nos terroirs.

M. Jean-Pierre Brard. Nos clochers !

Un député du groupe des député-e-s communistes et républicains. Nos zoos !

M. le Premier ministre. Ils ont été façonnés par notre agriculture. Ce n'est pas parce que certains pays européens ont renoncé à leur agriculture qu'il faut faire de même. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

C'est, enfin, un enjeu essentiel pour l'avenir. Avec l'évolution démographique mondiale, les besoins alimentaires du monde deviennent une nécessité vitale.

M. Henri Emmanuelli. McDonald's !

M. le Premier ministre. Et c'est ce moment que nous choisirions pour remettre en cause nos productions et nos capacités agricoles ? Ce n'est pas raisonnable.

M. Jean-Marie Le Guen. Surréaliste !

M. le Premier ministre. Je voudrais enfin répondre à ceux qui s'inquiètent de la part de la politique agricole commune dans le budget européen. Il faut rappeler que l'Europe s'est construite autour de la politique agricole commune, qui est intégrée, entièrement communautarisée. Il est donc faux et injuste de vouloir comparer ces dépenses avec les dépenses d'éducation ou de recherche. C'est un mauvais procès.

M. Jean-Pierre Brard. Blair est un menteur, mais on le savait déjà !

M. le Premier ministre. Nous n'avons pas à opposer les dépenses d'avenir à celles du passé. La politique agricole commune est une dépense du présent. Se nourrir, c'est une dépense du présent et c'est aussi une dépense de l'avenir. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Jean-Marie Le Guen. N'importe quoi !

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Lequiller](#)

**Circonscription :** Yvelines (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2128

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 22 juin 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 juin 2005